

## Europe – USA. Fin de la démocratie ?

*La Libre Belgique*  
Brussels, Belgium,  
December 14, 2007  
Sven Steinmo

En ce début de 21<sup>e</sup> siècle, l'Europe et l'Amérique me semblent devenir *moins démocratiques*. Il y a deux raisons à cela : primo, les médias modernes et les technologies de l'information deviennent de plus en plus sophistiqués, les élites politiques savent de mieux en mieux se présenter comme les champions de ce que veulent les citoyens. *Focus groups*, spécialistes de marketing, et enquêteurs sont maintenant des figures clefs de toutes les démocraties avancées. En réalité cela signifie que les politiques sont de plus en plus capables de « confectionner » leur image selon les désirs des citoyens. Si l'on se souvient que ce que veulent les citoyens est souvent contradictoire ou incohérent, cela permet aux leaders politiques de présenter ce que les citoyens *veulent entendre* et de minimiser ce qui les gêne. Ce trait qui est devenu plus évident aux États-Unis a cependant à mon avis de plus fortes implications en Europe ; et c'est justement parce que les démocraties européennes sont fondées sur le principe de « devoir rendre compte », que cela devient encore plus dangereux quand les élites distillent de façon subtile leurs messages et s'appliquent à façonner l'opinion publique.

Secundo, la capacité de « sortir les sortants » est en train de baisser tant en Europe qu'en Amérique. Ce constat est observable des deux côtés de l'Atlantique, mais ses origines sont très différentes. On sait bien qu'en Amérique les élections sont affaire d'argent. La triste réalité est que la meilleure façon de gagner de l'argent – beaucoup d'argent – est d'être élu. Aux dernières élections plus de 96 pour cent des membres du Congrès qui étaient candidats à une ré-élection ont été ré-élus. En fait il a souvent été observé que les membres du Congrès américain avaient plus de chances d'être ré-élus que les membres du Soviet Suprême. Il est difficile aussi de ne pas remarquer que deux familles seulement (Bush et Clinton) auront bientôt occupé la Présidence américaine pendant vingt ans. Si Hillary Clinton remporte les prochaines élections (rappelez-vous que c'est elle qui a le plus d'argent) ce règne se prolongera à plus d'un quart de siècle. Pourquoi sont-ce toujours les mêmes qui sont ré-élus d'année en année aux États-Unis ? Est-ce parce que les citoyens sont satisfaits de leur système politique et des décisions prises par leurs élus ? Non, bien sûr. Aujourd'hui environ 7 américains sur 10 croient qu'ils ne peuvent pas avoir confiance dans le gouvernement pour faire ce qu'il faut la plupart du temps.

D'une certaine façon il peut sembler que la démocratie en Europe est plus forte et en meilleure santé qu'en Amérique à cet égard. Les élections sont beaucoup plus réglementées et contrôlées de ce côté-ci de l'Atlantique. L'influence pernicieuse de l'argent ne semble pas corrompre ces systèmes au point que l'on a atteint aux États-Unis.

Cependant avant de sabler le champagne en nous félicitant de la vigueur des démocraties européennes, il est bon de se rappeler qu'un nombre toujours croissant de décisions sont prises à Bruxelles par une élite de technocrates qui n'est ni élue ni connue de l'électorat européen. L'expression « déficit démocratique » est peut-être moins populaire dans les médias aujourd'hui qu'il y a quelques années, mais c'est toujours la réalité.

Il est bon également de se demander *pourquoi* les élites européennes ont élargi l'Union Européenne. Pourquoi une zone de libre échange étendue ne suffisait-elle pas...laissant les vraies affaires politiques aux mains des gouvernements locaux/nationaux ? Selon moi la comparaison historique

avec la constitution américaine est frappante et rappelle le « dilemme démocratique » des pères fondateurs. Pour dire les choses telles qu'elles sont, l'extension importante de pouvoir et d'autorité des institutions de l'UE est considérée comme nécessaire parce que les élites politiques estiment qu'elles ont besoin de plus d'autonomie.

Même les versions récentes de la « constitution » de l'UE, tout comme la constitution américaine, peuvent être interprétées comme une tentative de la part de l'élite politique et économique d'isoler les décideurs de la volonté populaire. Il est sûr que le traité réformé récent donne aux citoyens européens plus de pouvoir vis-à-vis des institutions européennes. Mais il serait très difficile de prétendre que les institutions de l'UE sont plus démocratiques que les démocraties parlementaires européennes.

Il y a deux cents ans les élites américaines craignaient la démocratie justement parce que les citoyens moyens prirent progressivement le contrôle de leurs gouvernements étatiques et votèrent des lois qui selon l'élite allaient à l'encontre de leurs intérêts. De la même façon, l'UE a tiré son épingle du jeu parce que les élites craignaient que les citoyens ne puissent, ou ne veuillent pas soutenir les choix politiques qui s'imposaient dans une économie mondialisée. Trop souvent ceux qui avaient le pouvoir au niveau national (surtout les syndicats, les employés du secteur public et les exploitants agricoles) s'en servaient pour se protéger des forces du changement. En bref, comme les hommes politiques au niveau national étaient de plus en plus sensibles aux demandes de leurs électeurs, ils ne pouvaient pas faire les choix politiques requis par l'économie mondiale moderne. Le gouvernement, autrement dit, devait se mettre à l'écart. Que la vision de l'élite du futur de l'Europe fut correcte ou pas, il semble sûr qu'une partie essentielle du problème était le fait que les élites politiques nationales étaient trop étroitement liées aux demandes et aux désirs de leurs électeurs.

Il est important de remarquer que ceux qui ont écrit et façonné les nouvelles institutions européennes semblent, implicitement du moins, conscients de ces questions. Ainsi le même document qui entend clairement étendre la portée et l'autorité de l'Union Européenne spécifie dans le même temps une série de contraintes constitutionnelles et de limitations sur l'autonomie précisément de ces élites dont ce document augmente le pouvoir.

Je n'irai pas jusqu'à dire que ce document représente une « américanisation » de la démocratie européenne, mais il est curieux de constater les implications du passage d'un système où les élites subissent les contraintes des électeurs, à un système où elles subissent celles des règles.

Sven Steinmo

Professeur à l'Institut Universitaire Européen de Florence

Auteur de *Growing Apart ? America and Europe in the Twenty-First Century*, Cambridge University Press, 2008